Université de Khemis Miliana
Université Djillali Bounaama de Khemis Miliana
Faculté des Sciences de la Nature et de Vie et des Sciences de la Terre
Département des Sciences biologiques

Filière: Hydrobiologie Marine et Continentale - **Spécialité:** M1 Hydrobiologie Appliquée

Module : Législation.

TD 01

Le Soir d'Algérie, 17 Octobre 2010

Le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, Abdallah Khanafou, a annoncé, le 12 octobre 2010 sur les ondes de la radio algérienne que l'Algérie suspendait l'importation de nouveaux bateaux de pêche et interdisait l'exportation de certaines espèces de poisson, dont la sardine.

Abdallah Khanafou considère que les 4 500 bateaux de pêche du pays suffisent à satisfaire la demande locale.

Cette bonne nouvelle contraste toutefois avec l'annonce, par le même ministre, de la non pêche du quota de 1 100 tonnes de thon allouées pour l'année 2010 à l'Algérie par la Commission internationale pour la conservation du thon (ICCAT).

Nombre d'observateurs doutent de la capacité de la flottille de pêche algérienne à satisfaire la demande locale et considèrent que la raison de la décision de suspendre l'importation de bateaux de pêche se situe ailleurs.

Le secteur de la Pêche a bénéficié d'un programme de soutien de l'Etat algérien d'un montant de 26 mds DZD (251,2 M€).

L'objectif visé était de passer d'une consommation moyenne de 4 à 8 kg par an et par habitant.

Pour cela, il fallait développer les capacités de pêche de la flottille algérienne.

Des bateaux, dont 15 thoniers, furent ainsi commandés auprès des chantiers navals turcs à des prix compris entre 50 et 80 M DZD l'unité (483 000€ à 772,8 M€).

L'accroissement du nombre de navires a permis de ramener la moyenne d'âge des bateaux de pêche algériens de 20 à 12 ans.

Le problème est que nombre de ces embarcations n'ont pas été construits selon les normes. Victimes de malfaçons, ils sont restés bloqués à quai.

C'est ce qui expliquerait à la fois la contre-performance en matière de pêche du thon et la décision de suspension d'acquisition de nouveaux bateaux financés, à hauteur de 60% par l'Etat, la Banque agricole de développement rural (BADR) octroyant des prêts bancaires de 30% alors que les armateurs n'auraient à fournir, de leur côté, que 10% du montant du bateau.

Pour nombre d'observateurs, la contre-performance du secteur de la pêche serait due à l'interdiction de faire appel à des pêcheurs étrangers, turcs en particulier, pour la campagne de l'année en cours.

Cette interdiction est intervenue suite à l'éclatement du scandale du thon rouge qui a révélé que des centaines de tonnes de cette espèce étaient, depuis de nombreuses années, virtuellement échangées en haute mer par certains thoniers algériens.

Peu de navires algériens seraient en effet en mesure de réaliser une pêche significative de thon.

Le ministre a donc annoncé que « *les sociétés mixtes pour l'exploitation du poisson dans les eaux algériennes seront interdites à l'avenir, car à l'origine de trafics* ».

Enfin et pour ce qui est du corail, Abdallah Khanafou annonce que la levée de l'interdiction de sa pêche dépendra de l'élaboration d'un plan de gestion de cette ressource fragile.

Différentes zones de pêche pourraient ainsi voir le jour. Chacune d'entre elles « *bénéficiera, selon le ministre, de 10 concessions d'exploitation à raison de 300 kg par concession, soit une quantité totale de 6 tonnes à extraire par an. Mais un seul secteur sera seulement ouvert pendant cinq ans alors que les autres seront au repos tour à tour pendant 20 ans, et ce, afin de préserver les écosystèmes* ».

➤ Trouvez les articles de la loi relative à la pêche et à l'aquaculture qui peuvent être appliqués et qui conviennent suite à ce sujet.